

KPB - archief

Archives PCB

eigendom / propriété ffISPATK-PATIIISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

PB/BP

1

BP01_1945

Bureau politique 1945

Po.11 - A)'-1-(- 0 -1

10 mars 1945.
M.

aux membres du Bureau Politique
=====

Chers Camarades,

Pour votre documentation, nous vous remettons sous
ce pli copie de deux lettres que nous venons d'adresser au Conseil
National du P.S.V.

Fraternellement,
Le Secrétaire d'organisation

R. DISPY.

annexes : 2

Pour le Bureau Politique

6 mars 1945.
m.

Au Conseil National du
Parti Socialiste Belge,
Bruxelles

Chers Camarades,

Avec la constitution du Gouvernement Van Acker, de grands espoirs sont nés, non seulement de voir enfin un gouvernement décidé à agir, mais également de voir se réaliser le rapprochement des démocrates sous le signe de l'entente démocratique au sein de laquelle nos deux Partis ont un rôle éminent à jouer.

La réaction n'est pas indifférente à cette situation, et déjà de multiples indications sont données, qui permettent de conclure que les forces réactionnaires du pays se regroupent avec des éléments de la 5e. colonne pour tenter de mettre en échec l'effort de guerre du pays et la rénovation de la démocratie belge.

C'est pourquoi nous vous proposons d'épauler l'action gouvernementale de nos ministres par l'action conjuguée de nos deux Partis pour gagner la bataille du charbon et la bataille du ravitaillement.

Nous vous proposons également de poursuivre conjointement une campagne d'éclaircissement et de mobilisation des masses sur les problèmes de l'épuration toujours mise en échec par les manœuvres réactionnaires.

Enfin, il conviendrait d'aboutir à une position commune de nos deux partis dans le problème de la rénovation de l'armée.

Dans cet esprit, le Premier Mai de cette année devrait marquer une étape importante pour l'unité de toutes les forces travailleuses au plus large sens du terme, et nous vous proposons de préparer en commun la campagne et la manifestation du Premier Mai.

Pour mener cette activité à bien, nous pensons qu'une forme déterminée d'organisation doit être trouvée, et nous vous proposons d'établir à l'échelle nationale un comité de coordination et d'en recommander la constitution à l'échelle régionale à nos organisations correspondantes.

6 mars 1945.

suite I.

Nous actons avec la plus vive satisfaction l'existence dans le pays d'un courant et de réalisations unitaires, celles-ci s'étendant maintenant à toutes les régions du pays.

L'adoption par nos deux Partis d'un programme d'action commune et d'une forme appropriée d'organisation rencontrera l'audience favorable des travailleurs de ce pays, et constituera l'appui le plus solide à l'action gouvernementale actuellement engagée sous le signe de l'effort de guerre, de la bataille du charbon et de la bataille du ravitaillement.

Nous comptons vivement sur votre réponse favorable, et, dans cette attente, nous vous présentons, chers Camarades, notre bien fraternel salut.

pour le Secrétariat National :

R. DISPY.

10 mars 1945

Au Conseil National du
Parti Socialiste Belge,

Chers Camarades,

Veillez trouver ci-joint, notre lettre du 6 mars qui devait vous être remise par notre délégation à l'occasion de la réunion prévue entre nos deux Partis, le mercredi 7 courant.

Nous espérons que vous pourrez d'ici notre prochaine réunion, arrêtée de commun accord pour le mardi 13 courant., examiner favorablement nos propositions. Nous l'espérons d'autant plus que les récentes manœuvres réactionnaires illustrées par l'attitude néfaste de la droite réactionnaire du Sénat imposent une vigilance et une fermeté accrues de la part des démocrates et que tout soit fait pour l'union de ceux-ci. L'unité d'action de nos deux Partis reste à nos yeux la plus sûre garantie de cette entente démocratique à la réalisation de laquelle nous oeuvrons de toutes nos forces.

Croyez, chers Camarades, en l'assurance de nos sentiments fraternels.

pour le Secrétariat National

R. DISPY

22 mars 1943.

MS.

Aux membres du B.P.

Cher camarade,

Nous te prions d'assister à une réunion du B.P.
samedi prochain 28 et. à 11 h.

à l'ordre du jour :

1) L'unité syndicale et les revendications des
travailleurs. - Rapporteur : M. BEJACE

2) Les finances du pays - Rapporteur : J. TARDIVE

Ensemble,

Le secrétaire d'organisation

B. DIARY.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

23 mai 1944.
M.

Comité National de Défense Policière

Cher Monsieur,

Voici votre réponse avec la présente :

1^{re} - copie de la lettre de remerciement adressée au Comité National de D.P., en date du 20 courant;

2^{de} - la copie du rapport sur les activités d'espionnage, dont il a été question à la dernière réunion du C.N.D.P.

Très respectueusement,
Le secrétaire d'organisation

M. HENRI.

Enclaves : 2

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

10 juin 1945.

Avenue du Midi, 18-20, Zuidreef

aux membres du B.P.

Cher Camarade,

Tu es prié de prendre toutes dispositions utiles pour assister à une réunion du Bureau Politique, qui se tiendra au Centre du Parti mercredi prochain 13 et. à 15 heures.

A l'ordre du jour :

- la situation politique actuelle.

Fraternellement,

Le Secrétaire d'organisation

R. Dispy
R. DISPY.

ROP

11 juin 1945

HENRI GLINEUR
179, Rue du Progrès
COURCELLES

REUNION BUREAU POLITIQUE MERCREDI 15 HEURES

SECRETARIAT PARTI

BERT VAN HOORICK
NEURAY

17 juin 1945

CONVOCATION DU BUREAU POLITIQUE

=== =====

Cher Camarade,

Tu es prié de prendre toutes dispositions utiles
pour être présent à une réunion du B.P. qui se tiendra le mardi pro-
chain 19 et. à 10h1/2 du matin.

Fraternellement,
Le Secrétaire d'organisation

R.DISPY.

17 juin 1945.
mm.

LOUIS NEURAY
fédération du Parti communiste
52. rue Léopold
LIEGE

REUNION BUREAU POLITIQUE MARDI 10 HEURES TRENTA STOP PREVENIR LAHAUT
SECRETARIAT PARTI

BERT VAN HOORICK
18. rue de la Dendre
Alost

Henri GLINEUR
79. rue du progrès
Courcelles.

7 juillet 1948.
RM.

aux membres du B.P.

Cher Camarade,

Nous te prions de prendre toutes dispositions utiles pour être présent à une réunion du Bureau Politique qui se tiendra jeudi prochain 12 ct. à 10 h. du matin.

Ordre du jour :

- 1) Rapport sur la situation politique - rapporteur : E. Lalmand
- 2) Communication de la C.C.C. - " J. Thonet.

Il y a lieu de prévoir que ce te séance se prolongera jusqu'au milieu de l'après-midi.

Fraternellement,
Le Secrétaire d'organisation

R. DISPY.

19 juillet 1945.

Aux membres du Bureau Politique

Réunion du B.P. lundi 23 et. à 10 h.-

Si temps disponible, ordre du jour suivra encore.

Fraternellement,
Le Secrétaire d'organisation

R.DISPY.

Jain -
Burr.

Henry.
Hart -

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - BELGISCHE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

21-juillet 1945.

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique
.....

Cher Comrade,

Nous te signalons que la réunion du B.P. prévue
préliminairement pour lundi prochain 10 h. est reportée à la fin de
la semaine. Des précisions à ce sujet te seront données ulté-
rieurement.

D'autre part, nous t'informons dès à présent de ce
qu'une réunion du Comité Central chargé est prévue pour les 4 et 5
sept, et te prions de réserver ces dates à cet effet.

Fraternellement,
Le Secrétaire d'organisation

H. DEIFT.

Louis NEURAY
fédération Parti Communiste
52. rue Léopold Liège

Bureau Politique réunion lundi dix heures matin
Secrétariat Parti

Parti communiste de Belgique 18/20 avenue de Stalingrad
Bruxelles

21 juillet 1945.

DOCTEUR MARTEAUX
7 RUE AURORE BRUXELLES

LOUIS NEURAY
52 RUE LEOPOLD LIEGE

JULIEN LAHAYE
CHES NOEL ANDENELLE ANDENNE

HENRI GLINEUR
7 RUE DRAILY ROUX

BUREAU POLITIQUE LUNDI REMIS A FIN SEMAINE PROCHAINE STOP
LETTRE SUIT

SECRETARIAT PARTI

21 juillet 1945.

JULIEN LAHAUT
CHEZ NOEL
ANDENELLE ANDENNE

BUREAU POLITIQUE LUNDI REVIS A FIN SEMAINE PROCHAINE STOP LETTRE
SUIT STOP TA PRESENCE INDISPENSABLE SECRETARIAT LUNDI SOIR SIX HEURES
SECRETARIAT PARTI.

27 juillet 1945.

1510

aux membres du Bureau Politique

Oher Comrade,

Nous te prions d'être présent à une réunion du
B.F. qui se tiendra lundi prochain 30 courant, à 10 h. du matin.

A l'ordre du jour :

- situation politique, rapporteur E. Lalmand
- situation de la fédération
 liégeoise, " R. Dispy.

Fraternellement,

Le Secrétaire d'organisation

R.DISPY.

Indications de service

D: Télég. urgent.

RP: Réponse payée.

XP: Express payé.

PC: Télég. avec accusé de réception.

REGIE des TELEGRAPHES et des TELEPHONES



TELEGRAMME

La Régie n'est soumise à aucune responsabilité en raison du service de la correspondance par télégraphe.

Arrivé à (CENTRAL)

11 VIII 1945

BRUSSEL (CENTRAAL)

PARTI COMMUNISTE

AVENUE STALINGRAD BXL =

voir 18/20

h. 20 24

20 7 (711) — En 13/459-1942. — Vendeuse

de le h. n°

HUY 33 13 1150 =

PRIE EXCUSER ABSENCE C C ABCES BOUCHE = JACQUES +

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den 12 aout 1945.

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef.
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

PROJET DE PROGRAMME
pour la

RENOVATION du PAYS.

I. - ELIMINATION DES TRUSTS ET DES MONOPOLES.

- a) Nationalisation des banques, des sociétés à portefeuille, des sociétés d'assurance, de l'industrie houillère, de l'électricité; des grandes entreprises métallurgiques et chimiques, de la fabrication des armes et des munitions.

Gestions des entreprises nationalisées par des Conseils composés des représentants des travailleurs, des techniciens et de l'Etat.
- b) Participation des ouvriers, employés et techniciens à la gestion des entreprises nationalisées et privées, par la constitution et la reconnaissance légale des comités d'entreprises.
- c) Constitution des conseils économiques organisant et orientant les diverses branches de l'économie nationale avec participation des représentants qualifiés des travailleurs, des techniciens, des classes moyennes et des cultivateurs.

II. - RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES.

- a) Exclusion des personnes au service des trusts et des monopoles de toute fonction publique.
- b) Abolition de l'emprise de la haute finance sur la presse et les éditions.
- c) Extension du suffrage universel à tous les citoyens âgés de plus de 20 ans, - à l'exclusion des inciviques -, sans distinction de sexe et y compris les soldats.
- d) Droit pour les électeurs de révoquer leurs mandataires.
- e) Contrôle effectif de l'exécutif par les mandataires élus.
- f) Démocratisation de l'appareil judiciaire.

III. - RENOVATION ET REEQUIPEMENT DE L'ECONOMIE.

- a) Organisation de la production et de la distribution, d'après un plan arrêté par l'état, après consultation des représentants des travailleurs, des techniciens, des classes moyennes et de la paysannerie; plan prévoyant l'accroissement continu de la production et l'élargissement du marché intérieur en augmentant le bien-être de la population.

2.

BRUXELLES, le 12 sout 1945.
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

- b) Réorientation de la production industrielle en développant la production des produits finis et de qualité; création de nouvelles branches d'industrie équipées suivant les derniers procédés de la technique moderne.
- c) Politique de crédit favorisant l'expansion de l'industrie, des transports, de l'agriculture, de l'artisanat et du commerce suivant le plan élaboré.
- d) Politique de grands travaux servant à perfectionner les voies de communication, les installations portuaires, à étendre l'électrification et à doter toutes les communes d'électricité, de gaz et d'eau.
- e) Elevation de la qualification de la main d'oeuvre, amélioration de l'enseignement professionnel.

IV. - URBANISME ET POLITIQUE DE LOGEMENT.

- a) Reconstruction des communes urbaines et rurales suivant des plans modernes, en tenant compte des nécessités nouvelles de la circulation, de l'hygiène et des besoins culturels et sociaux de la population.
- b) Construction sur une grande échelle de logements modernes à des conditions favorables aux travailleurs et permettant l'accession des travailleurs à la propriété individuelle ou cooperative des habitations; suppression des taudis.
- c) Participation des représentants des travailleurs, des architectes et ingénieurs, des petits et moyens entrepreneurs, des médecins et de la population féminine à l'élaboration des plans de reconstruction de leur cité et au contrôle de leur exécution.
- d) Exclusion des trusts et des monopoles de toute participation aux travaux de reconstruction.

V. - DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DEFENSE DES INTERETS PAYSANS.

- a) Suppression du rançonnement de la paysannerie par les trusts en favorisant la gestion cooperative des laiteries, sucreries, minoteries etc....
- b) Diminution des prix de revient des produits agricoles par la fourniture des engrais et des machines agricoles à bon marché, permettant la modernisation des exploitations; garantie de prix rémunérateurs pour la paysannerie.
- c) Développement et production des coopératives agricoles gérées par les paysans eux-mêmes.

3.

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

12 aout 1945

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

- d) Durée illimitée des baux à ferme pour les locataires; accession facilitée de la propriété de la terre qu'ils cultivent aux petits et moyes fermiers.
- e) Crédit agricole à taux réduit pour les petits et moyens cultivateurs en vue de favoriser la modernisation de l'outillage et l'intensification de la culture; assurance obligatoire nationalisée contre les intempéries et autres risques agricoles.

VI. - PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS.

- a) Reconnaissance légale et garantie du droit de travail, extension et organisation du congé payé.
- b) Garantie aux travailleurs de salaires suffisants pour assurer leur subsistance et leur développement culturel et social.
Adaptation des salaires au coût réel de la vie, sur la base d'un index reflétant les prix réels et établis sous le contrôle des représentants des travailleurs.
Relèvement systématique des salaires en rapport avec l'accroissement de la production.
Adaptation des salaires payés aux femmes selon le principe: "à travail égal, salaire égal."
- c) Allocations familiales suffisantes pour chaque enfant.
- d) Relèvement des taux de la pension de vieillesse; son adaptation à l'index du coût de la vie; minimum garanti correspondant à 60 % du salaire normal touché par le travailleur au cours des 10 dernières années de son travail; abaissement de l'âge de la pension.
- e) Législation spéciale protectrice du travail des femmes et des adolescents; organisation de l'apprentissage sous le contrôle des syndicats.
- f) Garantie de la sécurité sociale par des assurances obligatoires couvrant les risques d'invalidité, de maladie, d'accidents de travail et de chômage, selon les revendications syndicales.
- g) Reconnaissance légale des droits des syndicats et leur participation à l'organisation de la vie économique et sociale du pays.

VII.- DROITS DES VICTIMES DE LA GUERRE.

- a) Reconnaissance des droits de la Résistance, tant armée que civile, par l'établissement de son statut.
- b) Réadaptation professionnelle des prisonniers politiques et militaires et garantie de priorité pour les emplois publics.
- c) Mise à la disposition des sinistrés des matières nécessaires à leur rééquipement; indemnisation rapide et équitable pour les dommages de guerre en assurant la priorité aux victimes de la guerre et aux c

4.

BRUXELLES, le 12 aout 1945.
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

tégories nécessiteuses de la population.

- d) Participation des représentants des victimes de la guerre à la direction des organismes chargés de leur soutien.

VIII. - POUR L'ESSOR DE LA CULTURE ET DE L'ENSEIGNEMENT.

- a) Scolarité obligatoire et gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans.
b) Réorganisation de l'enseignement sur la base de l'école de 10 ans.
c) Organisation rationnelle de l'orientation professionnelle.
Garantie de l'accès aux degrés supérieurs de l'enseignement pour tous les élèves doués, indépendamment de la situation de fortune des parents.
d) contrôle par l'Etat de l'enseignement libre.
Unification des programmes des écoles libres et officielles.
e) Large soutien de l'état des laboratoires et des autres institutions scientifiques en vue d'assurer leur rééquipement.
Intensification des recherches scientifiques en assurant aux savants des conditions de vie et de travail favorables à leurs recherches.

IX. - DEVELOPPEMENT DE LA SANTE PUBLIQUE.

- a) Protection de la santé et de l'intégrité physique de l'enfance et de la jeunesse, par le développement des consultations prénatales des crèches, de l'inspection médicale scolaire, des sports et de la culture physique à l'école.
b) Organisation des centres médicaux préventifs et curatifs gratuits pour les indigents, les jeunes et les assurés sociaux, en tenant compte des desiderata du corps médical et du personnel sanitaire.

X. - ETABLISSEMENT D'UNE FISCALITE DEMOCRATIQUE.

- a) Confiscation des biens des traîtres et des collaborateurs.
b) Mesures frappant les trusts et monopoles notamment par un impôt extraordinaire sur les profits réalisés à l'aide des fonds de tiers.
augmentation des impôts sur les rémunérations des administrateurs de sociétés.
c) Taxation progressive du capital prévoyant une large exonération à la base.
d) Répression de la fraude fiscale par l'établissement d'un cadastre des fortunes avec mesures spéciales de contrôle; mise au nominatif des titres.

5.

BRUXELLES, le 12 aout 1945.
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

- e) Diminuation des impôts indirects et établissement d'un impôt progressif sur le revenu global avec exonération du minimum vital; accroissement de l'impôt sur les successions.

XI.- L'UNION DES WALLONS ET FLAMANDS.

- a) Maintien de l'union fraternelle des peuples wallon et flamand sur la base de l'égalité complète entre flamands et wallons dans tous les domaines de la vie publique et de l'activité économique et sociale.
- b) Mesures efficaces contre la stagnation économique et la dénatalité en Wallonie.
- c) Développement des deux cultures nationales flamande et wallonne en réalisant une large autonomie culturelle et administrative de la Flandre, de la Wallonie et de Bruxelles.

XII.- LE DEVELOPPEMENT DU CONGO.

- a) Elimination des trusts de l'économie congolaise; développement de l'industrie et de l'agriculture
- b) Développement des relations économiques entre la Belgique et le Congo afin d'accroître l'aide que la colonie peut apporter à la métropole pour sa restauration et la création d'industries nouvelles.
- c) Développer le niveau culturel, technique et social des populations indigènes, de façon à leur permettre de prendre progressivement en main la gestion de la colonie.
- d) Création d'un Conseil Colonial législatif en y prévoyant une large représentation de la population congolaise.

XIII.- SAUVEGARDE DE L'INDEPENDANCE et de la SECURITE DU PAYS.

- a) Participation à l'établissement d'une paix durable basée sur la sécurité collective et l'entente des nations unies.
Rejet de toute alliance particulière de nature à nuire à nos rapport avec toute autre puissance.
- b) Participation à l'occupation de l'Allemagne et obtention de réparations équitables.
- c) Constitution d'une armée forte, démocratique, étroitement liée au peuple, permettant à la Belgique de remplir son rôle de pays indépendant.
- d) Etablissement de relations politiques, économiques et culturelles avec toutes les nations unies et principalement avec toutes les grandes puissances, en sauvegardant l'indépendance du pays.

21 aout 1945.

aux membres du B.P.

=====

Cher Camarade,

Nous te prions d'être présent à une réunion du Bureau
Politique qui se tiendra:

SAMEDI prochain 25 ct. à 10 h. du matin

Ordre du jour:

- 1) -situation de la partie flamande du pays-
rapporteur: Bert Van Hoorick
- 2)- Le problème Wallon-
rapporteur: Jean Terfve.

La cloture de cette séance est prévue vers 4,5 h; tu
voudras bien emporter ton déjeuner avec toi, (notre cantine est
momentanément fermée) du potage et du café étant servis sur place.

Nous te signalons dès à présent que le Secretariat propose
de convoquer un nouveau B.P. pour le vendredi 7 septembre à 10 du
matin, pour l'examen de l'ordre du jour comportant notamment les
points suivants:

- a)- les Femmes- rapporteur- Suz. Gregoire
- b)- la Jeunesse " Hebbelinck

La présente tient lieu de convocation pour cette seconde séance.

Fraternellement,

Le secretaire d'organisation,

R.DISPY.

22 aout 1945.

Camarade VANDENBERGHE

Cher Camarade,

Nous nous référons à notre lettre d'hier par laquelle nous te convoquons pour une séance du Bureau Politique qui examinera la situation dans la partie flamande du pays.

Nous te prions de noter que cette réunion, en raison de l'état de santé du camarade Bert Van Moorick, est remise au vendredi 31 et., à 10 h. du matin;

Fraternellement,
Le Secrétaire d'organisation

R.DISPY.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le 22 aout 1945.
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du B.P.

Cher Camarade,

Le camarade Bert Van Hoorick étant actuellement malade, le Secrétariat a jugé nécessaire de remettre de quelques jours la réunion du Bureau Politique au cours de laquelle notre ami Van Hoorick présentera un rapport sur la situation dans la partie flamande du pays.

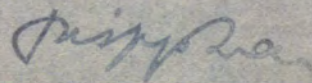
La prochaine séance du B.P., ayant à l'ordre du jour la situation en Flandre et le problème wallon, se tiendra donc le

VENDESDI 31 et. à 10 h. du matin

La seconde séance, prévue pour le 7/9, reste maintenue

Fraternellement,

Le Secrétaire d'organisation



R. DISPY.

22 août 1945.

PROCHAIN BUREAU POLITIQUE A LIEU PRINCE DE SI COURANT LETTRE SUIT

SEC RETRIAT PARTI

Louis Neurey
Fédération de Charleroi
21 rue Régence
Charleroi

Henri Glineur
7 rue Brally
Roux

Bert Van Boorick
18 rue de la Dendre
alost

29 aout 1945

Louis NEURAY
fédération du Parti Communiste
21 rue de la Régence
CHARLEROI

Bureau Politique vendredi 31 aout commencera onze heures terminera
dix sept heures stop ordre jour modifié lettre suit

Secrétariat Parti.

26 août 1946
mm.

aux membres du Bureau Politique

Cher Camarade,

Nous confirmons notre lettre du 22 et, fixant la prochaine réunion du Bureau Politique au

VENDREDI 31 oct.

Veuillez cependant noter que cette séance commencera à II heures au lieu de 10 h., pour se terminer vers 17 h.

En raison de l'évolution de la situation politique, et tenant compte de la maladie qui ne prolonge de notre ami Bert Van Heerick, nous vous proposons pour cette session du B.P. l'ordre du jour suivant :

- 1/- Relations entre socialistes et communistes - rapporteur : J. TERPVE
- 2/- La bataille de la production et les luttes ouvrières - " R. DISPY

Les questions prévues à l'origine pour la réunion de ce B.P. (problème wallon et situation en Flandre) ainsi que l'ordre du jour déjà prévu pour une réunion ultérieure, feront l'objet des discussions d'un B.P. dont la date sera déterminée de commun accord, vendredi prochain.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R. DISPY.

31 août 1945

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU BUREAU POLITIQUE DU
P.C.B.
tenue le 31 août 1945

1) Pour l'unité socialiste-communiste.

Le Bureau Politique a examiné la réponse du P.S.B. aux propositions qui lui furent transmises le 14 août en exécution des décisions du Comité Central élargi.

Il regrette que le Bureau du P.S.B., éludant l'examen des propositions concrètes qui lui ont été faites en vue de la constitution immédiate d'un bloc d'action et d'entente électorale, ait préféré consacrer une grande partie de sa lettre à des insinuations mesquines et sans fondement.

Il constate cependant qu'en dépit des efforts déployés au sein même du P.S.B. par les ennemis de l'unité, la direction du Parti Socialiste affirme son intention de poursuivre des négociations avec le Parti Communiste et considère que les contacts doivent être repris prochainement.

Le B.P. estime que les circonstances interdisent tout retard. En conséquence, il charge le Secrétariat de prendre toute initiative pour proposer une rencontre rapide de délégations régulièrement mandatées du P.S.B. et du P.C. et de conduire les négociations sur la base des décisions du dernier Comité Central en assurant le respect des droits et de l'égalité des deux partis.

2° La lutte contre le sabotage de la production et pour les justes revendications des travailleurs.

Le Bureau Politique engage le Parti à mobiliser ses forces en vue de l'augmentation de la production pour faire échec aux manœuvres des trusts et monopoles qui ont intérêt à freiner la rénovation du pays. Après avoir pris connaissance de la situation créée dans le Bassin de Liège et de Charleroi et des conflits sociaux qui s'y développent, le Bureau Politique souligne que le maintien de conditions de travail inférieures fait partie des armes employées par

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

les forces des trusts et des monopoles pour contrarier le développement de la production.

En conséquence, il appuie pleinement l'action des travailleurs en lutte pour la défense de leurs justes revendications et soutient, les efforts déployés par la F.G.T.B. en vue d'obtenir l'application intégrale des augmentations de salaires de 20% et la suppression d'un plafond de 200%.

En vue d'examiner la situation concrète dans les branches essentielles de la production et de contribuer au relèvement de l'activité industrielle du pays, le Bureau Politique décide d'organiser des " conférences de production " pour la métallurgie et le Textile.

3) L'attentat néo-fasciste de Louvain.

Le Bureau Politique exprime son indignation devant l'attentat commis à Louvain contre un local du Parti; il s'étonne qu'à ce jour les coupables n'aient pas été découverts.

Il salue les victimes de cet acte inqualifiable.

Il constate avec joie le rassemblement de tous les dévoués de Louvain en réponse aux agissements criminels des éléments néofascistes et réactionnaires.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le 3 septembre 1945.
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du B.P.

Cher Camarade,

Nous vous informons de ce que la prochaine séance
du Bureau Politique a été fixée au

VENDREDI 7 septembre à 10 heures

pour l'examen de l'ordre du jour suivant :

- I) situation de la partie flamande du pays,
rapporteur : B. Van Hoorick
- 2) Le problème wallon - " J. Terfve.

Nous te prions de prendre toutes dispositions
utiles pour être présent à cette réunion, et t'adressons nos
fraternelles salutations.

Le Secrétaire d'organisation

R. Dispy
R. DISPY.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

19 septembre 1945.

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique

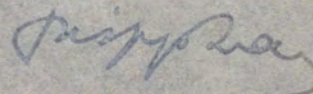
Cher Camarade,

Nous te prions de prendre toutes dispositions utiles pour assister à une réunion du B.P. qui se tiendra lundi prochain, 24 et., à 10 heures du matin.

L'ordre du jour de cette séance est prévu de la façon suivante :

- 1) le matin - Problèmes de la jeunesse - Cdes. HEBRELINCK et
Eva BOLENDER.
- 2) l'après-midi - Relations entre communistes et socialistes -
Cde. R. DISPY
- 3) " " Le Congrès du Parti - Cde. R. LALLAND.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :


R. DISPY.

10 octobre 1945

aux membres du Bureau Politique
=====

Cher Camarade,

Nous vous prions de prendre toutes mesures utiles pour être présent à la réunion du B.P.L. qui se tiendra lundi prochain 15 ct. à 11 heures.

A l'ordre du jour :

- 1/- Situation politique
- 2/- Situation de la F.G.T.B. et
la F.S.M.

rapporteur R. DISPY

" TH. DEJACE

Fraternellement,

pour le Secrétariat du Parti :

R. DISPY.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le 31 octobre 1945.

BRUSSEL, den mm.

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef

Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique
=====

Cher Camarade,

Nous te prions de vouloir prendre toutes dispositions utiles pour être présent à la réunion du Bureau Politique qui se tiendra

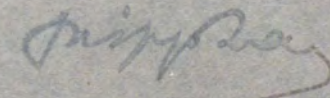
LUNDI PROCHAIN 5 NOVEMBRE à 10 h. Du matin

Ordre du jour :
=====

- 1) Situation politique - rapporteur : R. Dispy
- 2) L'unité syndicale et la lutte des travailleurs
- 3) L'action des femmes pour la rénovation du pays

Fraternelles salutations

Pour le Secrétariat du Parti :


R. DISPY.

45.001
L

LALMAND :

Situation internationale : courant antisoviétique, non seulement en Europe, mais en Amérique. Mon frère revient du Canada et a été impressionné par les menées antisoviétiques dans la presse réactionnaire. La mauvaise foi des ennemis de l'Union Soviétique aux Etats-Unis ne le cède en rien à la mauvaise foi d'ici. Mon frère n'est pas un communiste, mais peut apprécier plus que nous le caractère odieux de cette campagne. On fait usage de ce bluff de la bombe ~~xxxxxx~~ atomique, on dit qu'il faut profiter de l'avance anglo-saxonne pour mettre à la raison l'Union Soviétique. On tient ostensiblement l'Union Soviétique à l'écart.

Il y a également les débats qui se font autour de ce qu'on appelle les deux démocraties. On oppose l'Union Soviétique à la "véritable démocratie." On confronte ces deux conceptions, et les élections qui se préparent ou qui ont eu lieu dans un tas de pays servent de prétexte pour calomnier l'Union Soviétique, que l'on accuse ouvertement d'être un régime totalitaire, un régime d'oppression où il n'existe pas de liberté.

Ces commentaires seraient plaisants s'ils n'étaient aussi tragiques. Où les élections laissent entrevoir un succès des classes laborieuses, d'office on déclare que ces élections sont irrégulières, truquées, qu'il n'y a pas de démocratie dans ces pays. Par exemple : Yougoslavie, Bulgarie, et en Roumanie où les élections vont avoir lieu. Mais on fait le silence sur le Portugal, la Grèce, et on peut voir également l'attitude adoptée par les champions de la démocratie de l'Indonésie et de l'Indochine !

Les événements qui se déroulent dans l'Iran servent également d'éléments à la campagne antisoviétique, sous la conduite du Parti travailliste d'Angleterre. On parle de l'Union Soviétique aux appétits impérialistes inassouvables, et qu'elle représente une menace ~~x~~ pour la paix dans le monde.

Le conflit qui s'est développé en France entre le Parti Communiste et De Gaulle a fait apparaître la signification réelle de la politique étrangère des différents pays qui se réclament de la démocratie et ~~xxxxxxxxxx~~ au-delà de l'Océan Atlantique. Il est incontestable que De Gaulle a posé sa candidature à la dictature.. Je pense que si nos camarades français n'ont pas obtenu ce qu'ils avaient demandé, ils ont remporté un succès, et ils ont ~~xxx~~ montré à la France toute entière le but réel que De Gaulle suivait, et que cela a ébranlé la confiance que l'on accordait à De Gaulle. En effet, dans l'ordre du jour voté, si on essayait par tous les moyens de repêcher De Gaulle, on lui faisait un sérieux avertissement : qu'il devait respecter les règles du jeu.

Le Gouvernement travailliste d'Angleterre apparaît comme le conducteur, l'inspirateur, le guide de cette politique réactionnaire dirigée contre l'Union Soviétique, qui est en même temps dirigée contre les classes laborieuses, et je pense que Salazar a très bien déterminé la situation : que, tout compte fait, un gouvernement travailliste était mieux placé pour dénoncer l'Union Soviétique qu'un gouvernement réactionnaire qui peut être suspect ~~xxxxxx~~ aux yeux des larges masses.

En Angleterre le Gouvernement travailliste par la politique qu'il mène est entrain de perdre son prestige, qu'il prépare la place aux réactionnaires.

Vous savez que le mécontentement est grand parmi la classe ouvrière d'Angleterre, il y a des grèves etc... On se prépare à mener une grande campagne pour la semaine de 40 heures sans modification de salaire.

En Belgique, je voudrais parler de la récente visite de Churchill, auquel la Belgique, le peuple belge a manifesté la reconnaissance à laquelle il a droit, à l'homme qui au cours de la guerre s'est montré ferme, et paraît ainsi aux yeux des masses comme un des principaux artisans de la victoire sur l'Allemagne hitlérienne et sur le Japon.

M. Churchill et d'autres ont voulu donner autre chose que l'occasion de manifester de la reconnaissance à M. Churchill. J'ai l'impression très nette qu'il est venu ici en défenseur de la famille occidentale, du bloc occidental. A ce propos Spaak a toujours été plus ondoyant et prudent et s'est tenu sur la réserve.

En ce qui concerne la déclaration de Van Acker, j'ai eu l'occasion d'en parler à Spaak, mais Van Acker convenait qu'il avait ébauché un accord de commerce, douanier, militaire, et même financier. Il est certain que Spaak a une politique très prudente, qu'il tient compte de l'hostilité que rencontre le bloc occidental.

9

La situation intérieure du pays est influencée directement par l'attitude antisoviétique internationale. Nous découvrons que les socialistes suivent immédiatement les réactionnaires dans les campagnes anti-soviétiques. Leur presse en est pleine. Il n'y a pas d'attitude plus vile et plus anti-soviétique que celle des socialistes, si ce n'est celle des pires réactionnaires. La presse des autres partis (libéral et UDB) est infiniment plus prudente dans la propagation des calomnies anti-soviétiques.

x^x
x^xx

La lutte contre les trusts doit être au centre de nos préoccupations, les trusts constituant l'armature de la réaction.

En ce qui concerne la lutte contre les léopoldistes, nous devons faire ressortir que c'est un des aspects de notre lutte contre les trusts et l'armature de la réaction.

La question royale est un abcès qui gonfle de plus en plus et empoisonne l'atmosphère. Le fait qu'on ne trouve pas de solution crée une certaine lassitude. Chez les léopoldistes on est de plus en plus acharnés, par contre dans le ^{anti-}camp des/léopoldistes on tergiverse. Il n'y a qu'une seule solution, c'est de traiter Léopold III comme il le mérite : comme un homme qui a misé sur la victoire allemande, fait qui a suffi à priver de nombreuses gens de leur liberté, ~~mais~~ même comme disait Spaak de leur vie. Il faut le mettre en accusation, mais cette proposition en ce moment n'est pas de nature à créer autour d'elle une majorité, cela ne doit cependant pas nous empêcher de mener la lutte pour atteindre

4

cette solution, la seule radicale. C'est d'autant plus nécessaire que dans le camp des partisans de Léopold III on s'oriente de plus en plus dans la voie d'un référendum avant les élections. Apparemment, ce n'est pas une position nouvelle, mais c'est un nouveau moyen de grignoter le camp des anti-léopoldistes. Il y a des pourparlers entre les léopoldistes et certains libéraux qui sont tentés d'accueillir d'une oreille bienveillante certaines propositions. De plus, il y a le fait que Spaak ne semble pas avoir renoncé lui-même au référendum. C'est grave car sur le plan parlementaire, c'est Spaak qui a mené la lutte. Cependant, Spaak ne voit pas le référendum avant, mais après les élections ; néanmoins une chose est certaine, Spaak ne pose pas le problème comme il devrait l'être. On en arrive à faire de la question du Roi une question entre Léopold III et Spaak-Pierlot alors que c'est une question qui doit être tranchée par le pays.

Il est inadmissible que celui qui nous a révélé un roi infiniment plus coupable que nous ne l'avions imaginé, qui nous l'a dépeint comme un criminel de guerre, comme un homme qui a misé sur la victoire des allemands et s'est orienté vers une collaboration avec l'occupant soit le même Spaak qui nous propose de faire plébisciter le roi.

Cette attitude reflète un manque d'énergie dans le camp des anti-léopoldistes, le désir d'un compromis, désir d'autant plus compréhensible que la question du Roi a rendu plus difficile les rapports entre la réaction et les démocrates. Un fossé a été creusé par la constitution du dernier gouvernement, fossé qui s'agrandira encore

5
au moment des élections.

Notre lutte pour l'épuration doit être liée à notre lutte contre le Roi. Le sabotage systématique de l'épuration révèle à son origine les trusts, les monopolistes. C'est normal puisque les trusts et les monopoles ont été à la tête de la collaboration économique et c'est par conséquent contre eux que nous devons surtout nous élever, car nous pouvons ainsi les atteindre sur le plan économiques.

On essaye de discréditer la Résistance en y envoyant des provocateurs qui se livrent à des attentats dans l'espoir de mettre sur pied une affaire qui pourrait discréditer la Résistance et l'Épuration. Nous devons donc mettre nos camarades en garde.

Nous devons de plus en plus axer notre action sur le chatiment des collaborateurs économiques, exiger leur mise en accusation.

Action sur la plan économique et social.

Si l'on tient compte de la situation économique ~~mon~~ mondiale, on arrive à la conclusion que la situation de la Belgique est favorable. Les indices de la production ~~mon~~ marquent incontestablement un sérieux progrès. En Sidérurgie, si l'on prend l'indice 100 pour 38, on arrive en ~~mon~~ ^{février} à 7 et en octobre à 32. En Textiles, filatures 1,78 en février et 52,6 en octobre, en tissages, 2,59 ~~ix~~ en février et 52,7 en octobre; en Ciments 3, 29 en février et 48 en octobre; en Verres plats, ^{4,79} ~~ix~~ en février et 34,5 en octobre; en Verres creux 5,65 en février

b

et 56 en octobre; en papier 3 en février et 32,5 en octobre;
en gaz 21,5 en février et 73,7 en octobre; en électricité
64,1 en février et 90,9 en octobre; en wagons 15,9 en fé-
vrier et 44,2 en octobre; en bateaux 22,4 en février et
56,8 en octobre; en engrais 5 en février et 60 en octobre;
~~XXXXXXXXXXXX~~ seul le cuir reste désastreux avec 0 en
février et 4,82 en octobre; le charbon a passé de 43,5
en février à 70,1 en octobre; quant au chômage il a passé
de 138 en février à 62,7 en octobre.

Ce n'est naturellement pas encore le retour à
une production normale, mais il y a incontestablement
reprise et cette reprise ne s'est plus ralentie.

C'est là un aspect positif de la situation que
nous n'avons pas intérêt à minimiser ayant le droit de
revendiquer l'honneur d'avoir largement participé à cette
reprise à laquelle nous avons subordonné beaucoup d'intérêts,
nous avons renoncé à des grèves parceque nous étions con-
vaincus de l'importance primordiale de la production.

Lalmand .

La classe ouvrière réclame l'honneur d'être le principal artisan de cette reprise économique, et le Parti communiste réclame l'honneur d'avoir dès le début souligné toute l'importance de la reprise économique .

Dépendant malgré cette reprise économique , il est incontestable que les travailleurs et les ouvriers, aussi bien que la classe moyenne , petits paysans, ne sont pas très satisfaits .

Le malaise augmente malgré la reprise économique, et il est clair que jusqu'à présent les travailleurs ne bénéficient pas du tout de cette reprise économique , malgré les promesses qui ont été faites d'adopter les salaires à l'augmentation de cette production .

Jusqu'à présent on continue à affirmer qu'il n'est pas possible de procéder à cette réforme actuellement, en invoquant le même argument: que tout le monde en Belgique perd de l'argent.

C'est une base fausse que nous devons détruire .

En diffusant cette fausse nouvelle, qu'en Belgique tout le monde perd de l'argent , à commencer par les grands patrons des charbonnages - en affirmant cela de la façon la plus catégorique on a dans une certaine mesure réussi à faire accepter par la couche laborieuse de la population, bien des sacrifices , qu'elle est d'ailleurs seule à supporter.

Pour les trusts, la haute finance, l'ère des sacrifices n'a jamais existé, - ils gagnent de l'argent .

Le moment est venu que nous entrons dans une phase économique nouvelle, qui se différencie sensiblement de la situation que nous connaissions en février .

Le moment est venu d'établir un inventaire, pour voir où nous en sommes et où nous voulons aller.

Une nécessité absolue s'affirme : établir le plus rapidement possible l'index du coût de la vie; il n'y a pas moyen de discuter une politique de salaires et de prix si on n'a pas de point de comparaison entre les deux . Il faut une mesure commune pour comparer les prix et salaires .

Le Gouvernement a promis de s'en occuper, Min. De Smaele depuis deux mois est occupé à le faire.. Mais comme il faut faire attention à ce que le gouvernement et les ministres promettent, quels qu'ils soient, - je propose que l'organisation syndicale - l'org. des classes moyennes et l'org. paysanne essaient d'entrer en contact. L'initiative devrait venir du côté du syndicat, - que nous réclamons tous un index indispensable au coût de la vie, aidons les à constituer cet index et constituons nous mêmes une commission qui s'occupe de cette question. Si le Gouvernement n'est pas prêt, la commission sera prête après 4 - 6 semaines et toute disposée à discuter cet index .

Il apparaît de plus en plus clairement que c'est sur le plan de l'exploitation de toute une partie de la population au profit d'une petite minorité, qu'il faut essayer de réaliser la concentration démocratique, il faut créer sur cette concentration la base économique .

Il est apparu de façon bien évidente que les paysans, les ouvriers sont des frères de misère ,

Le second aspect du problème est celui des prix de revient .

On établit des prix de revient ;

on établit le coût de la vie ,

on établit des prix dans tous les secteurs de la production, n'impliquant qu'un taux minimum pour l'amortissement, la rétribution du capital, etc... et l'industriel prétend que si l'ouvrier travaille à un salaire réduit, les capitalistes eux aussi sont dans les mêmes cas, et leur marge bénéficiaire est telle que cela ne leur rapporte que 1 % .

Il y a là une erreur fondamentale à laquelle nous devons mettre fin, - on se base sur des prix de revient qui sont faux.

Si nous allons au fond des choses, si nous procédons à une vérification scientifique et poussée, des prix de revient, nous démontrerons dans tous les secteurs de l'Industrie qu'on établit des prix surfaits ; cela nous permettra de lever cette barrière artificielle que le gouvernement impose aux produits de première nécessité, produits de la terre, denrées alimentaires ; cela permettrait au petit commerçant, à l'ouvrier, au petit paysan de gagner 3 fois plus qu'avant guerre, et éviterait le petit commerçant à vivre dans une situation désastreuse et à passer vers la réaction de droite .

Il y a un moyen pour nous de démontrer clairement que cette question de prix et salaires se tient et qu'en imposant cette barrière on fait travailler le petit commerçant et l'ouvrier à perte .

Il y a encore un autre aspect à la question : la législation sociale et la question de la pension, s'il est vrai que les travailleurs et commerçants sont mécontents parce que la situation est désastreuse, - pour les vieux c'est pis encore. La loi sociale de Van Acker paraît de plus en plus comme du bluff qui ne donne rien, - nous devons la soumettre à des critiques sévères car même dans les milieux socialistes on commence à se plaindre .

Question des impôts : - nous avons accordé une attention tout à fait insuffisante à ce problème, nous l'avons presque ignoré : un salaire de 12.000 frs par an correspond suivant l'indice 2 - à 24.000 frs par an ; en 1939 la contribution sur ce salaire était de 135 frs - actuellement, on paie environ 1000 fr de contribution .

Or, c'est le salaire net et rien d'autre qu'il faut compter. En 1939, pour un salaire de 12.000 Frs, maintenant ~~24.000~~ 24.000 Frs, mais je déduis 1.000 Frs pour les taxes, ce qui fait 23.000 Frs, c'est-à-dire 11.500 Frs par rapport à 1939, ce qui fait une diminution sur 1939.

En réalité si on applique l'indice 200, ce n'est pas l'indice 200 : 20.000 Frs en 1939, soit 19.500 net, 40.000 Frs en 1945, moins 4.000 Frs = 36.000 Frs, divisés par deux, cela donne 18.000 Frs, contre 19.500 Frs.

Et je peux continuer, c'est frappant. Nous devons immédiatement ne plus parler de salaire net, nous devons démolir cette thèse. Maintenant ce n'est pas tout. Il y a les impôts, l'impôt indirect que tout le monde ignore. 1°- Moins vous êtes riche, plus vous achetez des matières de premières nécessités, c'est-à-dire si j'ai un budget de 4.000 Frs, tout passe à l'achat de matières de première nécessité; tandis que si j'ai un gros budget, seulement une partie va à ces produits de première nécessité.

Un ouvrier paie sans qu'il s'en rende compte, il paie comme impôt près de 20 % de son salaire, comme droits d'accises, d'entrée, etc.... Alors déduisons et nous allons voir que le salaire payé ne ressemble rien au salaire réel.

Où allons-nous ? Actuellement notre économie politique va dans le même sillon que nous avons connu avant la guerre et qui nous a coûté si cher. Nous allons faire des exportations de produits semi-finis, exportations qui déjà avant la guerre rencontraient de grandes difficultés, et plus encore maintenant. Et de nouveau, simultanément on mène une politique néfaste avec la paysannerie, avec le petit-commerçant qui doit, en quelque sorte, vivre de l'argent des ouvriers, mais si la poche de l'ouvrier est vide, alors le tiroir du petit-commerçant est vide également. Si cela continue nous serons dans quelques années avec une industrie incapable d'exporter quel que ce soit.

Il s'agit donc d'exiger une orientation nouvelle de notre économie qui serait basée sur le développement de la qualité de nos produits, d'importer moins de matières premières, et exporter beaucoup plus de travail, ce qui nous permettrait d'avoir de meilleurs salaires.

La question des alliances : avec qui voulons-nous lutter contre les trusts ? Actuellement dans notre pays les démocrates se concentrent dans une large mesure sur la base de la question Léopold III, sous la menace d'un coup de force. Pour la première fois nous avons amené les Partis dans la Concentration démocratique, même avec les communistes ! Il serait cependant erroné de croire que cette concentration démocratique va rester figée telle qu'elle est.

En effet, cette concentration est d'une qualité un peu spéciale. Il y a des éléments qui n'ont qu'un rapport très lointain avec la démocratie, il y a des représentants même de certains trusts. D'autre part, des éléments qui sont beaucoup plus prêts de la démocratie et qui sont en dehors de la concentration. Je pense aux ouvriers démocrates chrétiens, aux petits paysans, de par Léopold III et de par

Ma

l'influence que l'Eglise continue à exercer, se trouvent dans le camp des ennemis de la démocratie, alors que tout devrait en faire des artisans de la démocratie.

D'autre part, en gagnant des éléments démocratiques qui se trouvent dans le camp des léopoldistes.

Comment élargir la Concentration démocratique ? Quelles sont les raisons qui ont amené les éléments qui en font partie à adhérer à la Concentration démocratique ? La base, c'est la collaboration des 4 Partis au sein du Gouvernement qui a facilité cette concentration sur un plan plus large, et il y a aussi le désir ardent d'épurer. Il va sans dire que nous devons maintenir la concentration, mais même l'élargir, et surtout avec la perspective des élections.

Les élections : L'essentiel, en ce qui concerne les accords possibles, soit avec les socialistes, soit avec d'autres Partis politiques, - c'est que la Concentration démocratique soit une arme, de lutte en commun contre la réaction. L'essentiel c'est d'avoir une plateforme électorale, un programme commun - parce que tous les pourparlers locaux ou provinciaux inspirés du désir de se maintenir en place ici, d'avoir un siège là, c'est vain s'il n'y a pas un programme, même limité, mais commun qui devrait aussi servir de programme pour le gouvernement. C'est-à-dire que les Partis se réclamant de cette plateforme devraient prendre l'engagement en commun de pouvoir mettre en application cette plateforme pendant les 4 ans qui nous séparent des prochaines élections. Cela permettrait également la stabilité de l'Exécutif, d'éviter des remous sur le plan parlementaire, et aurait ainsi la possibilité de répondre dans une large mesure aux aspirations du pays, parce qu'il est certain que cela devrait se réaliser dans le cadre des possibilités actuelles.

Il est certain que du côté libéral, il y a des éléments qui se développent avec les léopoldistes; il y a des craintes à avoir de l'U.D.B. qui continue à avoir un anticommunisme inquiétant. Quant aux amis socialistes, pas besoin de s'étendre sur cet aspect du problème, vous savez.

Mais nous pensons que précisément l'élaboration d'un programme en commun permettrait de procéder à une certaine décantation, c'est-à-dire en confrontant les buts limités, il apparaîtra que pour les communistes et socialistes comme un minimum sur le plan social (les nationalisations par exemple qui épouvantent certains éléments qui aujourd'hui font partie de cette Concentration démocratique, alors que leur place serait ailleurs), et l'élaboration d'un programme réaliste constituerait un élément d'attraction pour les démocrates qui aujourd'hui, à la suite de l'influence de l'Eglise et de Léopold III, se trouvent dans le camp de la réaction. Donc, importance capitale : élaboration aussi rapide que possible de ce plan.-

Lalmand :

Cartel : Il est extrêmement intéressant de vous dire comment, selon moi on voit cette question de cartel .

Les libéraux auraient proposé aux socialistes un cartel nationalistes, mais sans les communistes .

Les socialistes n'ont pas accepté parceque cela amènerait les communistes à se dresser contre eux.

Le Cartel réunirait les 4 partis du Pays.

Le but qu'on essaie d'atteindre au moyen de ce cartel : il consiste à mettre en présence les trois partis les plus influents; socialistes - libéraux - U.D.B. "De le mettre en présence d'un petit parti, le parti communiste qui serait à même de conquérir, si tout va bien, une quinzaine de sièges, - eu égard à la bonne conduite que le P.C. a eu pendant l'occupation - il a droit à une certaine reconnaissance " ...

Ce cartel servirait à toutes sortes de combines - les communistes devraient intervenir pour aider à placer un tel, à sauver un autre, et pour récompense on leur donnerait " 3 sièges en plus " ...

Tout cela tiendrait si le Parti communiste souffrait d'un complexe d'infériorité aigu, mais le P.C. est conscient de ce qu'il avait derrière lui, ce raisonnement ne se défendait pas .

Puis on lui a posé la question "quel est le nombre de sièges qu'on estime obtenir en Belgique ", - et notre estimation de 30 à 40 sièges leur a semblé impossible .

Aussi longtemps qu'un programme n'est pas établi, on ne peut pas arriver à des accords définitifs ? Il faut que les camarades sachent que toutes ces discussions n'engagent à rien aussi longtemps qu'il n'y a pas de programme commun . Il est certain que la possibilité de réussite de ce cartel national dépend de notre possibilité d'entente avec le parti socialiste. Et ici il faut bien souligner la politique menée par le Parti socialiste, les manœuvres dont nous avons été fait l'objet . Le moment est venu de poser clairement les choses, de prendre des décisions énergiques .

C'est une erreur profonde que de vouloir lutter en fonction seulement de l'Unité, ce n'est pas un but en soi, c'est un moyen d'atteindre plus facilement le but . Le jour où cela nous éloigne de notre but, il faudra renoncer à l'unité; elle ne peut être tenue et souhaitée que dans la mesure où elle apparaît comme un des éléments capable de nous faire atteindre plus rapidement et plus facilement notre but .

Dans leurs réunions les socialistes disent ouvertement que cette unité leur permet de gagner du temps, - les dirigeants socialistes nous font passer pour des naïfs qu'on peut conduire par le bout du nez .

Leur manœuvre syndicale est un autre exemple impressionnant; les socialistes vont vers la scission, ils veulent provoquer la scission et nous présenter devant le pays comme les diviseurs destravailleurs sur le plan syndical; cela apporterait aux socialistes de l'eau à leur moulin . Il y a lieu dans ce domaine de faire extrêmement attention et de mettre tout en œuvre pour que cette manœuvre ne réussisse pas . Les socialistes accordent une très grande importance à ce qui se déroule au sein de la C.G.T.B. en effet Rens prend la tête de la F.G.T.B. et sa présence là

constitue un très grand danger pour l'Unité dans la F.G.T.B.

Il faut insister sur l'importance capitale de la préparation de ce congrès, - la S.U? doit procéder à la récupération de nouveaux membres, régler les questions d'organisation etc..

Nous commettrions une erreur en allant au congrès avec l'idée arrêtée que nous allons être battus, il faut au contraire aller à ce congrès avec l'idée de déjouer les manœuvres, nous devons avoir cette volonté de vaincre, et nous devons bien avoir cette idée en tête que, si nous revenons battus, ^{dans} une large mesure la responsabilité nous incombe, à nous, - nous ne devons pas injurier ~~traxitar~~ les socialistes, - si nous perdons c'est que nous n'avons été faibles dans notre travail, c'est que les autres ont mieux manœuvré que nous, qu'ils sont plus forts que nous, - cette idée est le meilleur moyen de ne rien négliger pour que ce soit un succès pour nous. Nous avons réussi à un moment donné à leur imposer l' U.S., nous devons maintenant maintenir l'Unité syndicale, contre leur volonté.

Comme il faut tout prévoir, il faut compter avec l'hypothèse de la défaite, et si j'apporte cette hypothèse c'est après avoir souligné fermement notre volonté de tout faire pour ne pas être battus.

Si nous sommes battus, je pense que nous commettrions une erreur en partant en claquant les portes. Il faut au contraire saisir le moyen de nous maintenir au sein de la F.G.T.B. avec pour poursuivre la lutte.

Nous ne pouvons pas leur permettre de nous dénoncer comme les diviseurs de la classe travailleuse.. et s'il faut se retirer, que ce soit fait en bon ordre et dans de bonnes conditions, que nos ennemis ne nous accusent pas d'avoir été les diviseurs

13
il est bien évident que si les socialistes acceptent l'unité, c'est parce qu'ils y sont forcés, et que s'ils réussissent à la torpiller, ils le feront sans hésitation.

Cela doit nous amener à leur parler plus fermement, nous adresser à eux pour leur rappeler nos différentes propositions en leur tenant un langage ferme, pour leur faire comprendre qu'il est temps de mettre fin à leur tactique dilatoire. Nous devons leur renouveler nos propositions de programmes d'actions communes, de contact avec les autres partis, etc...- Au cours d'un entretien privé, Spaak s'est déclaré d'accord avec notre façon de voir, mais ceci est évidemment loin d'être suffisant.

Nous ne devons pas craindre de montrer aux socialistes ce qui se trame au sein ~~du P.S.B.~~ et les mettre en demeure de mettre fin à la politique qui consiste à gagner du temps.- Si il s'avère impossible de mettre fin à cette politique de dupes, nous n'hésiterons pas à les dénoncer comme des manœuvriers, à les combattre comme tels en reprenant notre entière liberté de polémique.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le 5 décembre 1945.
BRUSSEL, den mm.

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique
=====

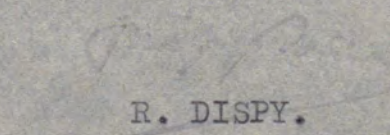
Cher Camarade,

Nous nous référons à notre première convocation
envoyée le 1er. courant, et vous donnons ci-dessous l'ordre du
jour de la réunion du B.P. fixée à samedi prochain 8 ct. à 10h.30 :

- 1) rapport de la commission d'enquête au sujet d'un travail
fractionnel en Flandre - rapporteur E. LAIMAND
- 2) ordre du jour et préparation du Congrès du Parti -
rapporteur R. DISPY -

Nous comptons sur votre présence à l'heure pré-
cise et vous adressons nos fraternelles salutations.

pour le Secrétariat du Parti :


R. DISPY.

Bureau politique 1945
convocations sans dates

BP01_1945_02

Louis NEURAY
52 rue Léopold
LIEGE

Réunion Bureau Politique lundi seize heures
siège central Parti stop lettre suit

Secrétariat Parti

Parti Communiste de Belgique 18 av du Midi - Bruxelles

Bert VAN HOOREN

Denderstraat

AALST

Vergadering Politiek Bureel maandag 16 uur

Brussel stop brief volgt

Sekretariaat

Parti communiste de Belgique

18/20.avenue du Midi

Bruxelles

HENRI GLINEUR
179 rue du Progrès
Courcelles

Réunion Bureau Politique lundi seize heures
siège central Parti stop lettre suit stop
logement assuré lundi soir si nécessaire
Secrétariat

Parti communiste de Belgique 18/avenue du Midi - Bruxelles

HENRI GLINEUR
7. RUE DRAILLY
ROUA

Réunion Bureau politique Vendredi 10 1/2 h.

Secrétariat Parti

DOCTEUR MARTEAUX
7. Rue Aurore
Bruxelles

B.P. REMIS SAMEDI 15 HEURES

SECRETARIAT PARTI

LAHAUT JULIEN
CHEZ NOEL
ANDENELLE ANDENNE

BUREAU POLITIQUE REMIS SAMEDI 15 HEURES

SECRETARIAT PARTI

NEURAY

Fédération Parti Communiste.

52. Rue Léopold.

LIEGE

B.P. remis Samedi 15 h. Stop Réunion demain 5 h.maintenue.

Secrétaire Parti

HENRI GLINEUR
7. Rue Draily
ROUX

BUREAU POLITIQUE REMIS SAMEDI 15 HEURES STOP COMMISSION ELECTORALE
REMISE DATE ULTERIEURE

SECRETARIAT PARTI

Bureau politique 1945
Projet déclaration gouvernementale

BP01_1945_03

PROJET DE DECLARATION GOUVERNEMENTALE.

Classé

Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement qui se présente devant vous est un Gouvernement d'union nationale.

Il a été formé avec la ferme résolution de répondre à la volonté du pays qui entend que la Belgique accomplisse l'effort de guerre maximum aux côtés et avec l'aide de ses alliés et qu'elle poursuive cet effort jusqu'à la victoire totale.

Je manquerais aux devoirs de ma charge et aux sentiments de mon cœur si, avant tout, je n'adressais pas à mon très honorable prédécesseur, ~~au nom de tous les membres du Gouvernement,~~ l'expression émue de nos sentiments de reconnaissance.

M. ~~Robert~~ PIERLOT a bien mérité de la Patrie. Son nom marque une page glorieuse dans les fastes de notre histoire nationale. Il est un grand citoyen d'une nation petite mais loyale qui n'a jamais douté de la ~~détermination~~ *détermination* de la justice et du triomphe de sa cause.

Je salue M. ~~Robert~~ PIERLOT, l'homme d'Etat qui fut le gardien inébranlable de notre patrimoine de liberté et le dépositaire vigilant de nos traditions d'honneur et d'indépendance.

C'est un truisme de dire que le charbon est, pour la Belgique, une matière vitale. L'industrie charbonnière est la base de notre vie économique. Sans charbon, pas de transport, pas de force motrice, pas de vie économique. C'est le pays menacé de paralysie et de dépérissement.

Aussi le Gouvernement n'a-t-il pas hésité à inscrire cette question capitale en tête de son programme. Pour la résoudre, il considère qu'il est indispensable de réunir en une seule main tous les services administratifs qui, à un titre quelconque, concourent ou participent à la production et à la distribution du charbon. La production de celui-ci doit être augmentée; elle le sera. Les mines ont besoin de main-d'œuvre qualifiée. Le statut de l'ouvrier mineur, à l'achèvement duquel le Gouvernement s'est attelé dès à présent, contribuera à leur fournir cette main-d'œuvre ainsi que d'autres

mesures tendant au même résultat.

Le Gouvernement est convaincu que l'instauration du système d'inscription préparatoire à la mise au travail de tous les citoyens âgés de 16 à 45 ans permettrait d'atteindre les buts qu'il s'est assignés. Tous nos concitoyens n'ont qu'un seul désir: travailler pour gagner la guerre et restaurer le pays.

Le Gouvernement ^{envisage également de procéder à la} ~~ne reculera pas devant~~ la mobilisation civile des ^{catégories} ~~catégories~~ de travailleurs dont l'activité professionnelle est nécessaire à la conduite de la guerre, à la reprise de la vie économique, au bon fonctionnement de nos institutions et à la vie de la population.

Il mettra tout en oeuvre pour provoquer la remise en ^{et le rendement productif} ~~et le rendement productif~~ ^{augmentation de rendement} ~~augmentation de rendement~~ marche de nos entreprises industrielles, ~~commerciales~~ et agricoles et amener, de la sorte, la résorption du chômage. ^{donc} ~~donc~~

~~à l'heure pour~~

Le Gouvernement s'attellera, en outre, à préparer, dès à présent, un plan de réoutillage économique du pays.

Le Gouvernement a la volonté de pratiquer une politique d'emploi par les travaux publics. Ainsi, il aidera les armées alliées et coopérera librement et spontanément à l'effort commun de guerre. Il secourra les sinistrés en inaugurant une politique du logement par la construction d'habitations provisoires; il réparera les dommages causés par la guerre au domaine public.

Une politique d'emploi occupera des chômeurs et préparera

la remise au travail de nos prisonniers de guerre et de nos ouvriers déportés, dès leur retour au pays.

Toute l'oeuvre de la reconstruction sera placée sous le signe de l'urbanisme.

Frature
En ce qui concerne le ravitaillement, la Belgique doit d'abord compter sur elle-même, malgré l'insuffisance de ses ressources.

Le Gouvernement fait appel à la bonne volonté de tous les Belges, à leur esprit civique, à leur sens de la solidarité pour l'aider dans une tâche qui s'est avérée délicate quels que soient les efforts qui ont déjà été déployés. Il n'hésitera pas, spécialement en matière de prix, à prendre des mesures énergiques vis-à-vis de ceux qui méconnaîtraient leurs obligations à l'égard de la collectivité, à écarter de leurs entreprises ceux qui se rendraient coupables de fautes graves au préjudice de leurs concitoyens et à aller, s'il y a lieu, jusqu'à la fermeture de certains établissements.

Le Gouvernement ne manquera pas de poursuivre, sans interruption et sans défaillance, les démarches entreprises par le Gouvernement précédent auprès des autorités alliées avec le ferme espoir qu'une augmentation graduelle de nos importations assurera un relèvement progressif de la ration actuelle qu'il serait vraiment difficile de considérer comme un minimum vital.

~~Mais~~ ^{XXXX} notre population n'a pas seulement besoin de pain. Elle aspire également à une répression des crimes commis contre la Patrie. Elle veut que la justice frappe vite et fort ceux qui se sont rendus coupables d'infractions dont la gravité se joint à l'odieux. Il serait vain de nier ^{qu'il est évident} qu'un malaise pèse sur notre pays; il est indispensable de le dissiper au plus tôt. C'est pourquoi le Gouvernement a cru devoir arrêter certaines règles de répression dont il assurera le respect. ^{seront} ~~seront~~ ^{seront} notamment considérés comme collaborateurs économiques ceux qui auront fabriqué des armes pour l'ennemi, ceux qui auront fait appel à son concours, ceux qui auront, au profit de l'occupant, agrandi leurs entreprises ou les auront transformées en vue d'en augmenter le rendement.

Le Gouvernement considère que, dans le domaine de l'épuration, des mesures d'ordre général s'imposent en matière administrative et sociale pour écarter de la vie publique ceux dont la présence, au sein de nos institutions, constitue un danger

pour la stabilité de celles-ci.

Qu'il me suffise de dire, à titre d'exemple, que ceux qui, même s'ils n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires, ont exercé une activité au sein de l'union des travailleurs manuels et intellectuels pendant un certaine période, ne pourront plus, sans autorisation, assumer une fonction à caractère social.

On peut espérer que de telles mesures d'assainissement apporteront l'apaisement et rétabliront la concorde et l'union sans lesquelles toute oeuvre constructive est vouée à l'échec.

La guerre a causé et continue à causer sur notre territoire bien des ravages. Elle provoque bien des détresses, ~~devant lesquelles~~ la nation ne peut rester insensible.

Une des tâches ^{le} du Gouvernement consistera à adoucir le ^{à décider de créer un m. a. v. a} sort de nos concitoyens éprouvés. A cet effet, il a décidé de créer un Ministère des Victimes de la guerre.

Le Gouvernement achèvera et complètera l'oeuvre entreprise dans le domaine de la sécurité sociale. Dans les deux mois, il dotera d'un statut légal les commissions paritaires au sein desquelles les organisations professionnelles auront la place qui leur revient au prorata de leurs effectifs.

Le Gouvernement, répondant au désir unanime de nos concitoyens, créera, sans délai, une armée forte, adaptée aux exigences de la technique moderne.

modifié

Tels sont les points principaux du programme du Gouvernement que vous jugerez sur ses actes et non sur ses paroles.

En terminant la lecture de cette déclaration dont la forme n'a d'autre mérite que la brièveté, je me rends parfaitement compte de la limitation de mes moyens. Conscient de mes lacunes, j'ai pris soin de m'entourer d'hommes de valeur qui possèdent les qualités qui me font défaut et de créer, au sein du Gouvernement, ce que le droit public de la Grande-Bretagne appelle un "Deputy Prime Minister" qui, le cas échéant, me représentera devant le Parlement.

Pour mener à bonne fin une entreprise dont les difficultés n'échappent à personne, le Gouvernement n'a pas seulement besoin de la confiance du Parlement; il est nécessaire qu'il dispose également de pouvoirs suffisamment étendus. Cette confiance, il vous la demande; ces pouvoirs, il vous appartiendra de les lui octroyer demain mais soyez assurés qu'en toutes circonstances le Gouvernement respectera les prérogatives du Parlement.

La situation du pays est grave; elle ne s'améliorera pas par enchantement. Le pays demande à être gouverné; je vous donne l'assurance qu'il le sera.